

Actualité

Recensement électoral et rumeurs sur enrôlement de mineurs et d'étrangers :

La CENI joue la transparence et invite les populations à consulter chaque jour, les listes des citoyens enrôlés

Ce n'est plus un secret pour personne, le recensement a démarré depuis le 15 mars dernier au Togo et précisément dans la première zone couvrant les préfectures de Kpendjal à Ogou et ce jusqu'au 24 de ce mois. A peine le recensement démarré que certaines rumeurs faisant état de l'enrôlement de mineurs et d'étrangers ont commencé par couvrir. La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), décidée à faire bien le travail qui lui est dévolu, a voulu jouer à la crédibilité en rassurant au travers d'un communiqué rendu public mardi dernier. La CENI invite les populations à consulter chaque jour la liste des citoyens enrôlés. Dans ce communiqué la CENI disait : « nul citoyen ne peut être enregistré sur la liste de la commune ou de la

circonscription électorale où se trouve son domicile ou sa résidence, s'il n'est âgé de 18 ans révolu, s'il ne jouit de ses droits civils et politiques, et s'il ne possède la nationalité togolaise » avant de poursuivre : « Si le requérant ne possède pas une pièce d'identité valide, il est mis en place une procédure de témoignage basée sur la contribution active de deux citoyens régulièrement inscrits dans le même centre de recensement et de vote et possédant donc déjà leur carte d'électeur, avec la certification par une autorité traditionnelle ».

« Nonobstant ces dispositions, la CENI rappelle que l'enrôlement se fait sur la base des données biométriques et invite les populations à consulter chaque jour la liste des citoyens enrôlés, afin de détecter et

de dénoncer, le cas échéant les cas d'enrôlement de mineurs et d'étrangers », précise le communiqué de la CENI.

On voit bien que la Commission Electorale Nationale Indépendante veut éviter le plus possible les zones d'ombre et de d'inquiétudes, cela pourra participer à lui donner un crédit pour l'organisation des législatives et locales qui sont certes imminentes mais dont la date n'a pas encore été fixée.

En rappel, presque tous les partis politiques ont lancé chacun un appel à l'endroit de leurs bases pour se faire inscrire car il ne s'agit pas cette année de révision mais d'un nouveau recensement pour avoir une nouvelle carte pour chaque citoyen en âge de voter et un nouveau fichier électoral. On



Mme Angèle DOLA AGUGAH, Présidente de la CENI

constate bien que les formations politiques ont compris le bien fondé de ne pas boycotter le recensement ni le vote lui-même d'où cette relative tendance à vouloir voir clair et la CENI veut aussi faire preuve de

bonne foi. Pour mémoire le recensement démarre dans la deuxième zone le 05 avril prochain pour prendre fin le 14 du même mois.

Siméau Enlou